

Cinquantenaire des martyrs et des espoirs assassinés. Barthélemy Boganda, un parcours trop tôt brisé

Parler de Barthélemy Boganda en moins de 10 minutes, est une gageure mais l'exercice en vaut la peine. L'objectif recherché me semble-t-il par les organisateurs de ce colloque à Paris est de poser quelques repères afin de permettre des échanges et, au-delà, de susciter un intérêt voire des recherches personnelles et approfondies.

De nos héros africains vite réduits au silence de la mort par les ennemis de l'Afrique, Barthélemy Boganda est peut-être l'un des moins connus.

L'homme n'a pas mobilisé les médias internationaux de son vivant. Il faut dire que la France des palais qui a partie liée avec les grandes manufactures, les sociétés coloniales des exploitations agricoles, forestières, minières, veillait à ce qu'il ne se fasse pas remarqué outre mesure.

L'idée que Barthélemy Boganda se faisait de l'homme Oubanguien, de l'homme Centrafricain, de l'homme Africain, de l'homme universel (cf. sa devise : Zo kwè Zo = un Homme est un Homme) n'a rien à envier aux philosophes, aux « lumières » et autres universalistes.

L'idée que Barthélemy Boganda se faisait de l'indépendance de l'Afrique centrale voire du Continent Mère est de grande actualité cinquante ans après. Elle n'avait rien à voir avec les concessions faites par Paris pour mieux asservir ce que Boganda a qualifié d'avance « **des poussières d'États** ».

Mon intervention, nécessairement à grands traits, se décline en 4 points.

1°) Un destin tragique qui a contribué à former un homme d'exception

- Né sujet français en 1910 en Lobaye, partie intégrante du Moyen-Congo (Congo Brazzaville aujourd'hui), Barthélemy Boganda devint sujet camerounais / allemand un an plus tard lorsque, en 1911, la France céda sa région à l'Allemagne pour conserver le Maroc,

- Sa mère meurt sous les coups d'un agent de la Compagnie forestière Sangha-Oubangui pour n'avoir pas rapporté la quantité de caoutchouc exigée. Son père décède peu après,

- Recueilli par un missionnaire il put faire des études cléricales tout en sillonnant une bonne partie de l'Afrique centrale : école primaire à la mission Saint-Paul à Bangui en Oubangui-Chari, petit séminaire à Brazzaville au Moyen-Congo puis à Kisantu au Congo-Belge, grand séminaire à Yaoundé au Cameroun.

Barthélemy Boganda parle plusieurs langues africaines, ce qui est un atout formidable.

- Il est ordonné prêtre en 1938

2°) Engagement sociale et politique

Très vite le prêtre, l'homme de Dieu est confronté au débâcle de la France vaincue par le régime nazi, à l'enroulement de ses compatriotes pour défendre « la Mère patrie », à leur exploitation éhontée, au travail obligatoire gratuit sinon sous payé, au racisme dont ils sont l'objet de la part des coloniaux, aux harcèlements et entraves de toutes sortes de l'administration coloniale.

A la fin de la 2ème guerre mondiale la situation de l'homme noir ne s'est guère améliorée. La

France des palais ne tint point parole. C'est sous des coups de boutoirs des patriotes qu'elle consentit toutefois, à faire une place aux colonisés dans le fonctionnement des collectivités. Poussé par une jeunesse instruite, conscientisée et par des anciens dont la foi en la libération du joug colonial était restée inébranlable, Barthélemy Boganda se présenta aux élections législatives de 1946 avec l'autorisation de son évêque. Il est élu et inscrit au groupe des démocrates-chrétiens du Mouvement Républicain Populaire (M.P.R.) à l'assemblée nationale française. Mais très vite l'homme casse le moule dans lequel l'évêque de Bangui et les bons penseurs coloniaux croyaient le tenir. Il s'échappe du cocon, son discours est iconoclaste : « **Avant de faire quelque chose pour nous, déclare t-il, il faut d'abord nous laisser ce qui est strictement à nous, ce qui constitue notre propriété inaliénable, c'est-à-dire notre droit à l'existence, notre droit au respect de notre personne et de nos collectivités** ».

Barthélemy Boganda découvre en France même, la complexité du combat politique, le lobbying, la puissance des entreprises coloniales et la volonté de Paris du moins de ne point lâcher les colonies, au pire d'entretenir et de cultiver l'émiettement ethnique et politique des colonisés pour continuer à mieux les assujettir. Il rompt avec le MRP.

Contrairement à ses collègues élus de l'Afrique de l'Ouest proches des partis politiques français, Barthélemy Boganda consacre l'essentiel de son action en Afrique. Il entreprit dès 1948 de structurer la résistance locale au colonialisme. Il crée le Mouvement pour l'Evolution Sociale de l'Afrique Noire (M.E.S.A.N.) en 1949 et un journal de soutien dont le titre est tout un programme : « Terre Africaine ».

La propagande du MESAN met l'accent d'une part sur la nécessité de surmonter les barrières ethniques pour s'unir dans la défense de « tout ce qui est africain » et d'autre part sur un programme social résumé par les fameux verbes : loger, soigner, instruire et se nourrir décentement en Oubangui et en Afrique.

3°) De l'Oubangui-Chari aux États Unis d'Afrique Centrale

L'audience de Barthélemy Boganda est immense, incontestable en Afrique centrale, matérialisée notamment par l'implantation du MESAN dans d'autres colonies que l'Oubangui Chari. Les hommes politiques congolais et tchadiens en vue sont acquis à sa cause.

Reconduit dans ses fonctions de Grand Conseiller de l'Afrique équatoriale française (AEF) après les élections territoriales du 31 mars 1957, Barthélemy Boganda en est élu président à l'unanimité.

A ce titre, il entendait être associé non seulement à la préparation des réformes de la France d'Outre-mer mais à l'élaboration des nouvelles institutions après le retour du général de Gaulle aux affaires en mai 1958. Mais Barthélemy Boganda est écarté de tout le sérail, Paris s'est toujours méfié de cet électron libre, grande voix de l'Afrique équatoriale, en avance sur son temps.

Dans ce contexte Barthélemy Boganda opte pour le **Non** au référendum sur la Communauté franco-africaine. Mais la tournée du général de Gaulle à Brazzaville le 24 août 1958 le convint de faire campagne pour le **Oui**. Il se résolut à mobiliser toutes les énergies à cet effet et il parvint.

Pour lui, rien ne s'oppose à ce que l'AEF devienne, avec la ratification des quatre assemblées territoriales, un État membre unique. Il propose de renommer l'ensemble : **République Centrafricaine** mais c'était sans compter avec les fers de lance du RPF -Général de Gaulle en tête et Jacques Foccart en homme de main-, pour qui la France sans les ressources minières, énergétiques, agricoles et forestières des colonies, était peu de chose dans le concert des Nations en construction après guerre et dans les âpres confrontations au sein de l'ONU à New-York.

Allant encore plus loin, le 17 octobre 1958, du haut de la tribune du Grand Conseil de l'AEF à Brazzaville, Barthélemy Boganda lance un appel pour la création des États-Unis de l'Afrique

Latine.

Il conçut les États-Unis de l'Afrique Latine en trois étapes :

* dans un premier temps, l'union des quatre territoires constituant l'ex-AEF (Congo-Brazzaville, Gabon, Oubangui-Chari, Tchad) sous le nom République centrafricaine

* ensuite, l'unification de la République Centrafricaine avec l'ex Congo-belge (actuelle République Démocratique du Congo) ;

* enfin la création des États-Unis d'Afrique latine comprenant, outre l'ex RCA élargie au Congo, le Cameroun, le Rwanda, le Burundi et l'Angola.

Barthélemy Boganda rendit public ce projet au moment où Kwamé Nkrumah réunissait à Accra le premier congrès panafricain, aussi des commentateurs se sont empressés de le considérer comme un disciple du leader ghanéen.

Un accident fortuit d'avion le 29 mars 1959 (à l'ouest du pays tenu par les colons les plus radicaux) que d'aucun qualifie de meurtre a coûté la vie à cet homme hors du commun et privé son peuple et l'Afrique de son génie.

4°) Conclusion

Je voudrais simplement terminer cette présentation liminaire au débat qui va s'instaurer par les citations de cet homme :

« L'indépendance dans l'isolement est une dangereuse illusion. Notre unité sera la condition sine qua non de notre indépendance.

En partant de ce qui a été déjà fait par l'administration coloniale, nous ferons de l'A.E.F. une nation moderne. Voilà ce que la jeunesse et le peuple aéfien (de l'A.E.F) tout entier attendent de leurs élus responsables désormais de leur pays. Et puisque cela est réalisable, nous devons le réaliser, sinon nous serons jugés et condamnés par la postérité comme traîtres à notre mission. Car à l'époque où les grandes nations sont dépassées et cherchent à s'unir, le tribalisme et la balkanisation de l'Afrique seraient un crime contre la race noire... »

« La division, le tribalisme, l'égoïsme ont fait notre malheur dans le passé. La division, le tribalisme, l'égoïsme feront notre malheur dans l'avenir ».

« ...C'est le siècle des grands ensembles. L'heure a sonné, Africains. Il faut détruire les cloisons des clans. Il faut démolir les limites des tribus. Il faut renverser les barrières des frontières artificielles et arbitraires. »

« Vouloir créer au vingtième siècle des poussières d'États, c'est une politique rétrograde à courte vue et d'intérêt immédiat dont le résultat sera la disparition à brève échéance de ces mêmes États et la perte de leur indépendance »

Et comme s'il n'avait pas été assez clair, il déclara en octobre 1958 :

« La création de plusieurs états Aéfiens (dans l'A.E.F.) est un suicide. Notre conscience nous en empêche. Nous nous y opposons donc de toutes nos forces. »

« Si l'Oubangui-Chari devait, un jour accéder seul à l'indépendance, ce serait une véritable catastrophe ».

Barthélemy Boganda ne pouvait pas se douter qu'il lui restait à vivre moins de six mois, entièrement dominés par la hantise de voir la coalition des intérêts français et la cécité des auxiliaires africains promus par Charles de Gaulle et son homme de main, Jacques Foccart, compromettre la naissance de la grande République Centrafricaine, des États-Unis d'Afrique centrale et le destin de cette partie du monde.

JB PELEKET

Paris, le 11 décembre 2010

**Annexe 1 carte politique de l'Afrique avec
la République Centrafricaine et les Etats-Unis d'Afrique Latine tels que définis et
proposés par Barthélémy Boganda**



**Annexe 2 Barthélemy Boganda en 1958 avec
Général de Gaulle et le fils Eboué* (pilote) à sa droite**



Pour ceux qui ne le savent pas, (et pour cause : les hommes politiques français, les institutions, les historiens en vue et l'éducation nationale tiennent sous le boisseau, l'apport de Félix Eboué et des Africains à l'œuvre de libération de la France du joug allemand. En effet, qui donc en France sait que Félix Éboué, gouverneur du Tchad s'est déclaré partisan du général De Gaulle dès le 18 juin 1940, c'est-à-dire bien avant tous ceux qui se diront gaullistes et patriotes en 1945 !) Félix Éboué proclame le 26 août 1940 le ralliement officiel du Tchad au Général de Gaulle. Il est suivi par le colonel Marchand, commandant militaire du territoire, donnant ainsi « le signal de redressement de l'empire tout entier ».

Le 15 octobre 1940 Félix Éboué reçoit Charles de Gaulle à Fort-Lamy. Celui-ci le nomme gouverneur général de l'Afrique-Équatoriale française le 12 novembre.

Le 29 janvier 1941, il est décoré de la Croix de Libération par Général de Gaulle.

Le gouverneur général Félix Eboué transforme l'AEF en une véritable plaque géostratégique d'où partent les premières forces armées de la France Libre, conduites respectivement par les généraux de Laminat, Koenig et Leclerc. Installé désormais à Brazzaville. Félix Éboué organise une armée de 40 000 hommes qui vont prendre part à la libération de la France. Concomitamment, il organise et accélère la production de guerre.